COMMUNE DE VILLECHETIVE
Compte rendu de la séance du 25 novembre 2024

Secrétaire(s) de la séance: Olivier THIBAULT

Présents: Nicole VIÉ, Frédéric FRISSON, Olivier THIBAULT, Christine CHAPARRO, Christian CHIESA, Christelle ERGO, Pascal ARNAULT, Henri GOURDON

Absents:

Excusés: Arnaud BÉGUÉ

Représentés: Mélissa MILAT par Olivier THIBAULT

- Approbation du procès-verbal de la séance du 14 octobre 2024.
- Exonération d'un loyer du café.
- Adhésion au RGPD (Règlement Général de Protection des Données) et DPO (Délégué à la Protection des Données) avec le CDG54.
- Décision modificative pour le site internet.
- Pose de barrières à la Briquetterie.
- Motion sur les finances du Département et des collectivités de l'Yonne.
- Subvention Noël 2024 des enfants des écoles du RPI.
- Questions diverses.

Adoption du dernier procès-verbal à l'unanimité

Délibérations du conseil:

Exonération du loyer du café de la commune (2024 DE 44)

Madame Le Maire explique que lors du commencement des travaux du gîte, le branchement électrique provisoire n'était pas fonctionnel.

Mme Antonietti, locataire du café, avait autorisé la commune à se brancher sur son compteur électrique pendant 1 mois. En remerciement, Madame le Maire propose de l'exonérer d'un loyer ce que le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

Adhésion RGPD et DPO avec le CDG54 (2024 DE 45)

Adhésion à la mission mutualisée RGPD proposée conjointement par le Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Yonne et celui de Meurthe-et-Moselle, et désignation d'un délégué à la protection des données (DPD).

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Yonne et celui de Meurthe-et-Moselle proposent conjointement à leurs collectivités une mission mutualisée d'accompagnement dans la démarche de mise en conformité au Règlement Général de Protection des Données (RGPD) des traitements de données personnelles.

Madame le Maire expose à l'assemblée le projet de convention pour la période 2025-2026 à la mission mutualisée d'accompagnement à la mise en conformité des activités de traitements de données personnelles avec les dispositions du règlement général sur la protection des données « RGPD ». Cette convention est proposée conjointement par le

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Yonne et celui de Meurthe-et-Moselle (« CDG54 »)

Le règlement européen 2016/679 dit « RGPD » est entré en vigueur le 25 mai 2018. Il introduit un changement de paradigme fondé sur la responsabilisation a priori des acteurs traitant de données personnelles et un renversement corollaire de la charge de la preuve, ainsi que de nombreuses modifications en matière de sécurité des données à caractère personnel.

MADAME LE MAIRE PROPOSE A L'ASSEMBLEE

- d'adhérer à la mission mutualisée d'accompagnement pour la mise en conformité au RGPD des activités de traitements de données personnelles de la collectivité,
- de l'autoriser à signer la convention relative à ladite mission et à prendre/signer tout document afférent à ladite mission,
- de désigner auprès de la CNIL le CDG54, personne morale, comme étant le Délégué à la protection des données (DPD) de la collectivité.

DECISION

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des présents,

DECIDE

- **d'autoriser Madame le Maire à signer la convention relative à la mission d'accompagnement pour la mise en conformité au RGPD des activités de traitements de données personnelles de la collectivité ;**
- **d'autoriser Madame le Maire à prendre et à signer tout document et acte relatif à ladite mission ;**
- **d'autoriser Madame le Maire à désigner auprès de la CNIL le CDG 54 comme étant le Délégué à la Protection des Données (DPD) personne morale de la collectivité.**

Décision modificative : Site Internet (2024 DE 46)

Suite à la décision de mettre en place un nouveau site internet (réunion du 14 octobre 2024), il convient de prévoir la somme à régler avant la fin de l'année comme suit :

FONCTIONNEMENT :		DEPENSES	RECETTES	
		TOTAL :	0.00	0.00
INVESTISSEMENT :		DEPENSES	RECETTES	
21318	Autres bâtiments publics	- 2796.00		
2111	Terrains nus	- 714.00		
2051	Concessions, droits similaires	3510.00		
		TOTAL :	0.00	0.00
		TOTAL :	0.00	0.00

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité cette décision modificative

Pose de barrières à la Briqueterie (2024 DE 47)

Malgré le règlement intérieur de la salle des fêtes, des voitures pénètrent régulièrement sur le parvis de la Briqueterie. Madame Le Maire propose d'y installer des barrières.

Le Conseil Municipal, avoir avoir étudié différents devis et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- * accepte la pose de barrières à la Briqueterie autour du parvis,
- * accepte la proposition de l'entreprise SEMIO pour la mise en place de 4 barrières de 158 cm et 3 barrières de 108 cm pour un montant total de 1 250 € HT,
- * autorise Mme le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires pour la réalisation de ce projet.

Motion sur les finances du Département et des Collectivités de L'Yonne (2024 DE 48)

Madame le Maire informe l'assemblée délibérante qu'elle a reçu un mail de M. GENDRAUD Patrick (Président du Département de l'Yonne), concernant une motion relative à la situation financière du Département et des Collectivités de l'Yonne.

Madame le Maire donne lecture de la séance du 18 octobre 2024 du Conseil Départemental de l'Yonne :

MOTION – Vœu

OBJET : Motion relative à la situation financière du Département et des Collectivités de l'Yonne

Le Conseil Départemental, collectivité en charge de l'action sociale et des solidarités territoriales, agit dans une logique de proximité, pour soutenir les habitants de l'Yonne, ainsi que les projets des communes et des intercommunalités.

Personnes fragiles, âgées ou handicapées, collèges, routes départementales, service d'incendie et de secours ou encore aides à la formation avec obligation d'engagement pour les futurs professionnels de santé : avec un budget annuel de l'ordre de 500 millions d'euros en fonctionnement et en investissement, le Département de l'Yonne intervient dans de nombreux champs du quotidien, y compris dans des périmètres parfois éloignés des missions qui lui reviennent.

Pourtant, les Départements sont aujourd'hui fragilisés comme ils ne l'ont probablement jamais été auparavant, au point qu'entre 30 et 40 d'entre eux sont actuellement présentés en "situation de quasi-faillite" par le Président de l'Association des Départements de France.

En effet, dans un contexte international et national difficile, les Conseils Départementaux doivent aujourd'hui faire face à une hausse inéluctable de leurs dépenses, consacrées pour plus des deux tiers au périmètre social.

Dans un même temps, leurs ressources, relevant essentiellement aujourd'hui d'un transfert de la TVA par l'Etat et d'une quote-part des droits perçus sur les transactions immobilières, reculent très fortement, comme en témoigne la baisse moyenne de près de 20% des droits de mutation à titre onéreux sur les sept premiers mois de cette année.

Et malgré ces constats, l'Etat central continue d'adopter des mesures, qui peuvent être tout à fait légitimes, mais qu'il ne finance pas et ne compense pas. Sur le budget de fonctionnement cumulé de tous les Départements, estimé à environ 75 milliards d'euros, ce montant des transferts non compensés par l'Etat atteint ainsi désormais 15 milliards d'euros, soit un cinquième des budgets départementaux.

A la seule échelle de l'Yonne, les efforts de bonne gestion engagés par les élus, qui ont abouti à une baisse de l'endettement du Conseil Départemental de 115 millions d'euros en 7 ans, sont au- jourd'hui profondément remis en cause.

Ce constat d'un étranglement financier du Département de l'Yonne comme des autres Départements, partout en France, peut inquiéter, menaçant la permanence de services ou d'aides utiles aux habitants, et mettant en péril le développement équitable de tous les cantons sur l'ensemble du territoire. Réunis en session,

Après avoir échangé sur la situation financière de nos collectivités avec une partie des maires et des présidents d'intercommunalités de l'Yonne, forts de préoccupations partagées, et après avoir pris connaissance des premières annonces relatives au projet de Loi de Finances de l'Etat pour 2025,

Les élus locaux en appellent à une réaction des pouvoirs publics et décident d'adopter les termes de la motion suivante, selon cinq piliers :

- **Compensation** :

Le Conseil affirme tout d'abord sa volonté de s'opposer par principe à tous les nouveaux transferts de dépenses imposés par l'Etat dès lors que ces derniers ne seraient pas financés ou compensés de manière pérenne, et progressive au besoin.

Il sollicite par ailleurs, et de nouveau, auprès de l'Etat, la compensation de toutes les charges aujourd'hui transférées et non compensées.

- **Equilibre et Responsabilité** :

Le Conseil observe ensuite que la dette de l'Etat approche dorénavant 3 200 milliards d'euros, représentant plus de 110 % du Produit Intérieur Brut. A titre de comparaison, le cumul de l'endettement de toutes les collectivités françaises - communes, EPCI, départements, régions - atteint seulement 150 milliards d'euros. Il rappelle également qu'aucun Gouvernement n'a présenté un budget en excédent ou en équilibre depuis 1974, soit un demi-siècle. Le budget 2024 de l'Etat a ainsi été voté avec une prévision de déficit de 5,1 %, et ce déficit pourrait dépasser les 6 % à la fin de l'exercice.

Les collectivités locales, dans leur ensemble, qui doivent adopter pour leur part chaque année un budget à l'équilibre, appellent l'Etat à appliquer ce même principe.

Les nouveaux impôts auprès des particuliers ou des entreprises, ou les ponctions proposées sur les budgets des collectivités, ne se justifient pas tant que l'Etat ne s'impose pas à lui-même cette règle de l'équilibre budgétaire, en réduisant notamment ses propres dépenses. Les élus locaux contestent ainsi fermement la proposition de prélever 2 % des recettes de fonctionnement des collectivités et intercommunalités dont le budget est supérieur à 40 millions d'euros, ces dernières n'étant pas responsables des dépenses, aujourd'hui non maîtrisées, de l'Etat.

- **Unité et visibilité** :

Le Conseil se présente comme solidaire de tous les exécutifs locaux, et en particulier des communes et des intercommunalités de l'Yonne, alors que le bloc communal a été touché récemment, par exemple, par la suppression de la taxe d'habitation (pour un coût de 18 milliards d'euros au plan national) ou la réduction de la moitié de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (pour 7,5 milliards d'euros).

S'ils admettent une communauté de destin entre les acteurs publics en matière de déficit, les élus considèrent que de telles orientations, qui touchent à la libre administration des collectivités, ne sauraient être prises puis remises en cause de manière autoritaire et sans préavis.

De toute évidence, le gel des recettes de TVA affectées aux collectivités, tel qu'il est projeté aujourd'hui, n'est pas conciliable avec les engagements pris antérieurement par l'Etat, cette recette venant justement se substituer à des impôts supprimés contre l'avis de nos collectivités. De même, réduire la compensation pour la Taxe sur Valeur Ajoutée que perçoivent aujourd'hui les collectivités suite à leurs investissements n'est pas envisageable. Cela revient à nier leur vocation de service public, puisque ce fond de compensation a justement été créé pour rembourser aux collectivités la TVA qu'elles acquittent de manière anormale sur des dépenses engagées dans le cadre d'activités, par principe, non soumises à la TVA.

Le Conseil attend, donc, des garanties et de nouvelles propositions sur les recettes allouées aujourd'hui et demain par l'Etat, soulignant ici l'impératif d'une concertation effective et collective avec tous les échelons de collectivités.

Ces cinq piliers nous apparaissent aujourd'hui fondamentaux pour conforter les collectivités dans leurs missions et ne pas affecter, notamment, leur capacité d'investissement, essentielle pour préserver la croissance, l'emploi et répondre à l'impératif d'un aménagement équilibré du territoire.

Dans tous les cas, les élus Icaunais, en représentants responsables de leurs habitants, se veulent déterminés et feront naturellement les choix qui s'imposent pour garantir la continuité des services qu'ils considéreront les plus utiles pour leurs territoires.

Cette motion, partagée avec les collectivités et associations des élus dans l'Yonne, sera adressée à Monsieur le Premier Ministre.

Le Conseil Municipal, avoir après délibéré et à l'unanimité, accepte la motion relative à la situation financière du Département et des Collectivités de l'Yonne.

Subvention Noël 2024 (2024 DE 49)

Madame le Maire indique que comme l'an passé, les institutrices souhaitent offrir un spectacle de Noël (qui aura lieu le 6 décembre) ainsi qu'un livre aux enfants des écoles du regroupement pédagogique.

La somme allouée sera utilisée à cette fin.

Il y a 18 enfants concernés à Villechétive.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- Propose d'allouer la somme de 24 € par enfant pour le Noël 2024 des enfants de Villechétive, soit 432 €.
- Autorise Madame Le Maire à signer tout document utile afférent à cette affaire.

Questions diverses

* **Repas des Aînés** : Il est rappelé que ce repas a lieu le dimanche 8 décembre, suivi d'un loto à la Briqueterie. Le loto aura lieu à 15h et est ouvert à tous les habitants de Villechétive

* **Droit de préemption** : il n'est pas applicable pour les terrains situés en zone A du PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal).

* **Parc de la Briqueterie** : des pommiers sont encore penchés. Il faudrait contacter la CCVPO (Communauté de Communes de la Vanne et du Pays d'Othe).

* **Eau de Bélier** : qui a en charge la fermeture de l'eau du Bélier ? Les propriétaires du château.

* Pose de buses : l'installation de buses est nécessaire au chemin de la Marnière et rue de la Messe. L'entreprise Petiniot a été contacté pour effectuer ces travaux.

* Bleuets : la vente de Bleuets a eu lieu le 8 mai et le 11 novembre. Il n'y a pas de prix imposé pour l'achat d'un Bleuets. Chacun donne ce qu'il veut.

* Raccordement à la fibre : les personnes non raccordées à la fibre devraient contacter leur opérateur tant que ceux-ci prennent encore à leur charge le prix du raccordement.

Séance levée à 21 h00